

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'économie du Québec a enregistré une importante accélération. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a atteint 1,7 % en 2016, après une hausse de 1,2 % en 2015. Il s'agit de la plus importante expansion de l'activité économique observée depuis 2011.

Cette conjoncture favorable se poursuivra au cours des prochaines années. La progression du PIB réel devrait s'élever à 1,7 % en 2017 et à 1,6 % en 2018.

L'accélération de la croissance économique en 2016 s'est traduite par une forte création d'emplois. Le Québec a ainsi enregistré en 2016 une création moyenne de 36 100 emplois par rapport à 2015.

Le taux de chômage au Québec a diminué progressivement au cours des dernières années, passant de 7,7 % en 2014 à 7,1 % en 2016. Il s'agit d'un creux historique.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018
Produit intérieur brut réel	1,7	1,7	1,6
Exportations	0,2	2,2	2,2
Indice des prix à la consommation	0,7	1,6	1,9
Mises en chantier (en milliers d'unités)	38,9	36,4	34,0
Création d'emplois (en milliers)	36,1	40,0	30,0
Taux de chômage (en %)	7,1	6,6	6,4
Marchés financiers canadiens (en %)			
Taux cible du financement à un jour	0,5	0,5	0,8
Bons du Trésor du Canada – 3 mois	0,5	0,5	0,8
Obligations du Canada – 10 ans	1,3	2,0	2,4
Dollar canadien (en cents américains)	75,6	74,1	76,4

SITUATION BUDGÉTAIRE

Le Plan économique du Québec de mars 2017 prévoit le maintien de l'équilibre budgétaire en 2017-2018 et pour les années suivantes. Le gouvernement prévoit de nouvelles initiatives pour améliorer le niveau de vie des Québécois, notamment grâce à une réduction du fardeau fiscal des contribuables. Il prévoit également des mesures pour soutenir l'économie québécoise, ainsi que la main-d'œuvre.

La croissance des dépenses consolidées est prévue à 3,6 % pour 2017-2018 et à 2,5 % pour 2018-2019. La croissance prévue des revenus consolidés s'élèvera respectivement à 3,7 % et à 2,7 % pour ces deux années.

CADRE FINANCIER CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(en millions de dollars)

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Revenus consolidés						
Revenus autonomes	81 968	84 279	87 004	89 690	92 452	95 042
Transferts fédéraux	20 498	22 029	22 221	22 553	23 156	24 235
Total des revenus consolidés	102 466	106 308	109 225	112 243	115 608	119 277
<i>Variation en %</i>	<i>2,3</i>	<i>3,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,8</i>	<i>3,0</i>	<i>3,2</i>
Dépenses consolidées						
Dépenses de missions	-90 387	-93 852	-96 533	-98 917	-101 133	-103 554
Service de la dette	-9 687	-9 868	-9 758	-10 010	-10 448	-10 834
Total des dépenses consolidées	-100 074	-103 720	-106 291	-108 927	-111 581	-114 388
<i>Variation en %</i>	<i>3,7</i>	<i>3,6</i>	<i>2,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,4</i>	<i>2,5</i>
Provision pour éventualités	-100	-100	-100	-100	-400	-900
SURPLUS	2 292	2 488	2 834	3 216	3 627	3 989
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-2 042	-2 488	-2 834	-3 216	-3 627	-3 989
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽¹⁾	250	—	—	—	—	—

(1) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

RÉDUCTION DU POIDS DE LA DETTE

Au 31 mars 2017, la dette brute devrait s'établir à 207 milliards de dollars. En proportion de l'économie, elle s'établira à 52,7 % du PIB, une diminution par rapport à l'année précédente. Au cours des prochaines années, le poids de la dette continuera à diminuer pour atteindre 45 % du PIB en 2026.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2016-2017 À 2021-2022

(en millions de dollars)

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
FONDS GÉNÉRAL						
Besoins financiers nets ⁽¹⁾	781	3 013	1 911	1 069	2 138	2 328
Remboursements d'emprunts	9 914	5 484	7 748	7 712	6 565	11 628
Variation de l'encaisse ⁽²⁾	-8 513	-5 433	—	—	—	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) ⁽³⁾	1 500	—	—	—	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁴⁾	2 238	—	—	—	—	—
Contributions au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	2 308	—	—	—	—	—
Financement par anticipation réalisé	5 433	—	—	—	—	—
FONDS GÉNÉRAL	13 661	3 064	9 659	8 781	8 703	13 956
FONDS DE FINANCEMENT	7 758	7 000	9 500	7 500	7 000	4 500
FINANCEMENT-QUÉBEC	1 256	1 200	1 400	1 600	1 100	600
TOTAL	22 675	11 264	20 559	17 881	16 803	19 056
Dont : remboursements d'emprunts	14 615	10 992	16 042	13 566	10 468	15 000

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du Fonds de financement. Ils sont ajustés pour tenir compte notamment du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds consacrés aux avantages sociaux futurs.

(2) La variation de l'encaisse correspond aux emprunts réalisés par anticipation l'année précédente.

(3) Les dépôts au FARR sont facultatifs; ils ne sont inscrits dans le programme de financement qu'une fois qu'ils ont été effectués.

(4) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite des mouvements des taux de change. Ces montants n'ont pas d'effet sur la dette.

Le programme de financement s'établira à 11 264 millions de dollars en 2017-2018.

En 2016-2017, le gouvernement a réalisé 31,1 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, soit :

- 5 milliards de dollars américains (6,4 milliards de dollars canadiens);
- 510 millions de dollars australiens (526 millions de dollars canadiens);
- 540 millions de dollars de Hong Kong (89 millions de dollars canadiens).

En 2016-2017, 38,4 % des emprunts réalisés avaient une échéance de moins de 10 ans, 42,3 % avaient une échéance de 10 ans et 19,3 % avaient une échéance de 30 ans et plus.

Au 31 mars 2017, l'échéance moyenne de la dette, donc de l'ensemble des emprunts contractés, devrait s'élever à 11 ans.

COTES DE CRÉDIT

En juin 2016, Standard & Poor's (S&P) et Fitch ont amélioré la perspective liée à la cote de crédit du Québec, la faisant passer de « stable » à « positive » dans le cas de S&P et de « négative » à « stable » dans celui de Fitch. Ces améliorations découlent du rétablissement de l'équilibre budgétaire.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence de notation	Cote	Perspective en 2015	→	Perspective en 2016
Moody's	Aa2	Stable		Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable		Positive
Fitch	AA-	Négative		Stable
DBRS	A (high)	Stable		Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable		Stable

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : info@finances.gouv.qc.ca

Finances

Québec

